

Résolution de la conférence d'entreprise Swisscom Group du 9 décembre 2016

Pour une Suisse numérique avec une responsabilité sociale

Nous vivons une révolution numérique fulgurante qui touche non seulement la Suisse, mais aussi le monde entier. Rien n'arrête cette évolution. Mais on peut l'influencer. Le personnel exige que les associations économiques ne soient pas les seules à être impliquées dans ce processus. Les syndicats et les employé-e-s doivent y être associés.

Sur le marché mondial numérique, les pays qui abordent la mutation numérique de manière offensive au niveau de leur économie publique disposent de meilleures chances d'adaptation. La Suisse a d'excellentes chances de sortir renforcée de la transformation numérique, à condition que l'économie et la politique y participent conjointement avec les syndicats. Afin que tout le monde bénéficie de cette transformation, les points suivants doivent être pris en considération:

1. Protéger les droits fondamentaux et les principes démocratiques

Les droits fondamentaux et les principes démocratiques doivent être préservés dans la Suisse numérique. A cet égard, la Confédération doit prendre des mesures visant à réglementer l'exploitation économique et politique des technologies numériques, telles que l'intelligence artificielle, les machines auto-apprenantes et l'évaluation d'énormes volumes de données (big data).

2. Associer les syndicats

La prospérité et la paix sociale en Suisse reposent sur le partenariat social. La transformation numérique de la Suisse doit absolument inclure les syndicats en tant que représentants des employés – la majorité de la population directement concernée –, afin de garantir la paix sociale et d'exploiter toutes les opportunités de la numérisation.

3. Répartition du travail

La répartition du travail payé doit permettre à chacun-e de vivre dans la dignité grâce au revenu de son travail. Il faut empêcher que les employé-e-s soient soumis à une pression croissante et viennent à manquer de repos et de temps libre, alors que toujours plus de personnes sont exclues du marché réglementé du travail. Un débat fondamental s'impose donc sur la répartition du travail payé.

4. Apprentissage à vie

À l'ère de la numérisation, il est plus que jamais important que tout le monde bénéficie d'un droit au perfectionnement. L'économie et la politique doivent garantir un accès à la formation pour tous. Les formations payées par l'entreprise ne doivent pas être uniquement motivées dans l'optique purement économique d'augmenter la productivité. Elles doivent aussi tenir compte du parcours professionnel des employé-e-s pour favoriser l'autonomie et la satisfaction au travail.

5. Droit à ses données personnelles

Pour préserver la dignité et la sphère privée, il convient d'adapter la protection des données aux nouvelles possibilités technologiques découlant de la numérisation. Chacun-e doit disposer d'un droit sur ses données personnelles. Chacun-e doit pouvoir restreindre leur collecte et faire effacer les données sur Internet qui le concernent. Les employé-e-s doivent en outre pouvoir décider d'autoriser ou non les entreprises à utiliser leurs données numériques personnelles.

6. Développement du service public

Les services publics sont le ciment de notre société. Les réseaux logistiques et TIC doivent être d'excellente qualité et accessibles à toute la population partout en Suisse. Les réseaux TIC doivent être développés constamment et être au niveau de la technologie de pointe pour que la Suisse reste un des pays les plus compétitifs au monde.

7. Réguler la globalisation numérique

La numérisation dissout les frontières traditionnelles entre le temps et l'espace, ce qui accélère les processus globaux d'échange de services. Cette évolution confronte de nombreuses personnes actives en Suisse à une concurrence globale acharnée. Pour protéger les salaires et les conditions de travail suisses, il faut par conséquent ériger et développer des mécanismes de protection.

8. Adapter les modèles fiscaux à la numérisation

Le progrès technologique entraîne l'automatisation et la suppression de nombreux emplois – sans que l'on puisse compter pour l'heure sur la création d'un nombre équivalent de nouveaux emplois. Or la diminution conséquente du nombre de personnes actives peut induire une baisse drastique des recettes fiscales. Pour préserver une large classe moyenne dans l'Etat social, il faut donc développer de nouveaux modèles fiscaux.

9. Promouvoir un travail sain

L'économie et la technique doivent être au service de l'être humain – et non l'inverse. Il faut donc préserver certains principes essentiels des rapports de travail: le droit au repos et à la non-joignabilité, des modèles de temps de travail adaptés à la personnalité, des emplois favorisant la santé et ayant du sens.

10. Développer la participation

Les entreprises qui veulent maîtriser rapidement et efficacement l'évolution numérique doivent associer leurs employé-e-s à la transformation des processus de travail et leur accorder plus de compétences décisionnelles. Il convient d'exploiter aussi la numérisation pour renforcer la démocratie dans la société et les entreprises.

11. Les gains de productivité doivent profiter à tout le monde

La numérisation permet de réduire considérablement les coûts de production et de renforcer la rentabilité économique. Les gains de productivité ne doivent pas seulement profiter aux entreprises et à leurs actionnaires, mais aussi aux salarié-e-s: sous forme d'augmentations salariales et de vacances, d'une durée de travail réduite et d'une prévoyance vieillesse garantie.

12. Label de qualité pour les plateformes numériques

La tendance à reporter les risques entrepreneuriaux sur les salarié-e-s doit être combattue fermement. Les opérateurs de plateformes numériques qui mettent en relation des clients potentiels avec des prestataires potentiels, doivent garantir le paiement des cotisations sociales et des impôts. Les milieux politiques, l'économie et les syndicats doivent développer et introduire ensemble un label de qualité pour les plateformes numériques.

13. Développer la recherche, promouvoir la formation numérique

La Confédération et les cantons doivent augmenter leurs investissements dans la recherche et les concentrer sur la mutation numérique, afin de maintenir l'excellent positionnement de la recherche suisse au niveau international. Il faut également promouvoir la formation aux technologies numériques à tous les niveaux.

14. Fonds des caisses de pension pour des innovations et des start-up

Pour assurer la compétitivité des innovations et des start-up sur le marché mondial, des moyens financiers importants doivent être disponibles à brève échéance. Les caisses de pension doivent limiter leurs investissements dans les hedge funds et constituer un fonds commun destiné aux innovations et aux start-up.

15. Accélérer le tournant énergétique, enrayer les changements climatiques

La numérisation permet de remplacer des méthodes de production inefficaces qui nécessitent des ressources importantes. Parallèlement, l'accroissement de la prospérité s'accompagne d'une augmentation des besoins énergétiques mondiaux. Afin que les générations futures disposent elles aussi d'un environnement viable, la politique et l'économie doivent prendre des mesures pour enrayer les changements climatiques et protéger les espaces vitaux naturels par le recours aux nouvelles technologies.